



Le ministère de l'habitat présente le bilan de 2015

Les IDE boostent un secteur en crise

Sara El Majhad
selmajhad@aujourd'hui.ma

Les IDE ont représenté 10,76 milliards DH en 2015, soit 43% de plus que l'année précédente. «Cet indicateur fait état de l'attractivité dont continue de jouir le Royaume grâce, notamment, à la stabilité et à l'environnement favorable à l'investissement qu'il présente».

Le secteur de l'habitat est-il en crise ? Sans apporter de réponse définitive, le bilan du ministère de l'habitat et de la politique de la ville présente, globalement, des indicateurs mitigés. «Malgré l'impression de stagnation que l'on peut avoir, il faut dire que les ventes de ciment présentent une légère régression», a déclaré la secrétaire générale du ministère, Fatna Chihab. En 2014, 10,65 millions de tonnes de ciment ont été vendues, contre 10,51 millions en 2015, soit une baisse de 1%. L'encours des crédits immobiliers a, lui, connu une augmentation de 3%, passant de 234 milliards de dirhams en 2014 à 241 milliards en 2015. L'emploi dans le secteur de l'immobilier a également connu une hausse, elle était de 1,5% avec 16.000 nouveaux emplois créés cette année. Autre évolution, cette fois beaucoup plus significative, celle des Investissements directs étrangers (IDE). Ils ont représenté 10,76 milliards de dirhams en 2015, soit 43% de plus que l'année précédente. «Cet indicateur fait état de l'attractivité dont continue de jouir le Royaume grâce, notamment, à la stabilité et à l'environnement favorable à l'investissement qu'il présente», a noté la secrétaire générale du ministère.

La présentation du bilan du ministère de l'habitat a dû se faire hier, lundi, sans la présence du ministre, Nabil Benabdellah, retenu à la dernière minute par ses obligations gouvernementales. Du côté des logements sociaux, depuis le lancement du programme en 2008, près de 31.590 unités ont été construites, tandis que 57.380 sont en cours. «Il faut diversifier l'offre en logement social, en produits destinés à la classe moyenne, en villas économiques ou en logements locatifs», avait affirmé Nabil Benabdellah la semaine dernière. «Il faut aussi promouvoir la sécurité, la qualité et la durabilité dans le secteur de la construction et de l'immobilier», avait-il ajouté. Le segment des produits destinés à la classe moyenne en est, lui, toujours au stade de signature de convention. 16 ont été signées depuis 2013, portant sur la construction d'un total de 6.573 unités, et 37 autres sont en cours d'examen, elles concernent 14.698 logements.

L'objectif en 2016 sera d'atteindre 170.000 logements sociaux par an, avec l'élaboration d'une stratégie de réglementation de l'immobilier et la mise en place de produits adressés aux jeunes et aux familles nouvellement créés. En ce qui concerne les quartiers en manque d'infrastructure, l'année 2015 a connu le début de l'application de 19 conventions portant sur l'aménagement urbain et la restructuration de ces quartiers, pour une enveloppe budgétaire de 1,13 milliard de dirhams dont 814 millions subventionnés par le ministère. Dans les zones rurales, 53 conventions ont été signées avec des collectivités locales, elles portent sur un montant global de 4,93 milliards de dirhams.

Le bilan du Groupe Al Omrane, bras armé de l'Etat dans le secteur de l'urbanisation, fait, lui, état d'un montant global d'investissement de 6,3 milliards de dirhams en 2015, un montant qui devrait passer à 6,4 milliards en 2016. Al Omrane a lancé la construction de 69.116 logements dans le cadre du programme d'urbanisation parrainé par l'Etat, 35.150 logements s'intégrant dans de nouvelles catégories de produits, ainsi que 10.200 unités dans le cadre de partenariats avec le privé.



L'objectif en 2016 sera d'atteindre 170.000 logements sociaux par an, avec l'élaboration d'une stratégie de réglementation de l'immobilier et la mise en place de produits adressés aux jeunes et aux familles nouvellement créés.

Fogarim et Fogaloge se noient



Les pires performances présentées hier, lundi, par le ministère de l'habitat et de la politique de la ville sont, sans aucun doute, celles des deux assurances immobilières Fogarim et Fogaloge. «La régression était d'un cinquième pour Fogarim, ce qui augure de réels problèmes, notamment pour les catégories les plus vulnérables», a déclaré la secrétaire générale du ministère, Fatna Chihab. De 2,05 mil-

liards de dirhams en 2014, la performance de Fogarim a chuté à 1,61 milliard cette année, le nombre de prêts étant passé de 12.668 à 9.861. Du côté de Fogaloge, la régression était moins significative, mais tout aussi ressentie. De 4.263 prêts pour 1,07 milliard de dirhams, ses chiffres sont passés à 3.985 prêts pour 1,03 milliard de dirhams, soit 6,5% de moins qu'en 2014.

8 villes sans bidonvilles d'ici la fin de l'année

Depuis le début de 2015, trois villes ont été déclarées sans bidonvilles, à savoir Khemisset, Touisset et Kelaat Sraghna. Le ministère de l'habitat et de la politique de la ville assure, néanmoins, que d'ici la fin de l'année, Ksar El Kébir, Sidi Slimane, Moulay Yacoub, Brouj et Settat viendront s'ajouter à la liste, portant le bilan de l'année à 8 villes. Plus globalement, le programme de lutte contre les bidonvilles a fait l'objet de 4 conventions cette année, concernant 6.720 foyers, pour une enveloppe budgétaire de 790 millions de dirhams. Six autres programmes concernant, cette fois-ci, l'habitat menaçant ruine ont été lancés en 2015 pour une enveloppe

budgétaire de 211 millions de dirhams. En 2016, le ministère prévoit un investissement de 400 millions de dirhams pour le programme «Villes sans bidonvilles», il devrait porter une attention particulière aux villes de Skhirate et Témara dans les environs de Rabat, à la ville de Mohammédia, mais également au quartier Sidi Moumen à Casablanca.

Du côté de l'habitat menaçant ruine, de nouveaux projets devraient être lancés en 2016, suite à l'étude menée par le ministère de l'intérieur sur le sujet en 2012. Plusieurs villes seront concernées, dont Marrakech, Sefrou, Larache, Ouazzane, El Jadida et Kénitra.

